

e-rjcp

Revue électronique - jurisprudence de la commande publique

Code des marchés publics et ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005

Revue hebdomadaire
sauf périodes de congés

40 n° annuels
Distribution par courriel

Diffusion par Localjuris
Formation
5, rue Henry Chambellan
21000 DIJON
SARL au capital social de
7 500 euros –
n° SIRET
447 717 943 00016 R.C.S.
Dijon
Fax : 03.80.56.87.76,
Téléphone 06.30.43.87.69
Site internet :
<http://www.localjuris.com.fr>

Gérant et directeur de
publication
Dominique Fausser

Abonnement annuel
- individuel : 120 €TTC
- pour les personnes morales
avec libre droit de
reproduction interne à leurs
personnels et dirigeants :
250 €TTC par tranche
commencée de 250 salariés
en effectif total de
l'établissement ou de
l'organisme public
ordonnateur, plafonné à
1.000 euros.
- vente au n° 15 €TTC

Décisions	Sommaire des thèmes traités et des commentaires	Pages
Référence et indice de classement d'apport au droit positif de * à *****		
Cour de Cassation, Chambre criminelle, 15 mai 2007, n° 07-81590, publié au bulletin *****	► Thème : - <i>Ordonnance de non-lieu des faits de corruption et de favoritisme.</i> - <i>Réouverture de l'instruction suite à la plainte du bénéficiaire de l'ordonnance pour dénonciation calomnieuse.</i> Conseils pratiques aux personnes recherchées pour un délit pénal.	2 à 4
Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 14 mars 2007, n° 2007/175 *****	► Thème : - <i>Directeur opérationnel d'une société d'économie mixte par contrat de gérance.</i> - <i>SEM intervenant en mandat d'une commune pour la réalisation d'études.</i> - <i>Directement condamné pour délit de favoritisme pour avoir irrégulièrement fractionné des commandes en infraction aux règles du Code des marchés publics.</i> 1. Le cadre juridique de l'infraction pénale. 2. Prescriptions et infractions connexes. 3. Le délit de favoritisme commis par un agent ou représentant d'une SEM mandataire. 4. Le délit pénal applicable aux contrats passés par les SEM dans le cadre de la gestion de leur contrat privé. 5. La situation particulière du prévenu au sein de la SEM. Conseils pratiques aux dirigeants de société d'économie mixte.	5 à 11
Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 14 mars 2007, 5ème Chambre n° 2007/181 *****	► Thème : - <i>Délit de favoritisme prononcé à l'encontre d'un directeur opérationnel ayant suggéré au prestataire chargé d'établir le rapport d'analyse des offres, de modifier le sens des conclusions qu'il lui avait transmises dans un pré-rapport.</i> Conseils pratiques en service opérationnel des pouvoirs adjudicateurs.	12 à 17
Auteur Dominique Fausser		
Bon de commande de l'abonnement		18